

Complexité de l'avenir de l'électricité

Exposé du conseiller aux Etats Rolf Schweiger présenté à l'occasion de l'assemblée annuelle du Forum nucléaire suisse du 28 juin 2007 à Berne

Je commence par quelques faits authentiques:

1. Une conseillère nationale, qu'on interrogeait sur le stockage définitif de déchets hautement radioactifs, a répondu qu'il suffit de nous imaginer ce qui pourrait se passer si des archéologues devaient les trouver par hasard dans quelques milliers d'années.
2. Au sujet de la pénurie d'électricité, un citoyen me répond que l'on devrait enfin prendre les économies d'énergie au sérieux, en construisant des bâtiments écologiques Minergie et en utilisant des ampoules à faible consommation de courant.
3. Un conseiller national affirme que dans une année, on construira en Allemagne des centrales éoliennes dont la puissance sera supérieure à celle de plusieurs centrales nucléaires.
4. On me dit qu'il est irresponsable de mettre en service de nouvelles centrales nucléaires avant d'avoir construit un dépôt pour le stockage définitif des déchets radioactifs.
5. Une personne habitant en montagne m'explique qu'il est grand temps à présent de progresser avec l'énergie hydraulique, auquel cas on pourra se débarrasser définitivement de la question de l'énergie nucléaire.
6. Un homme politique connu, qui s'occupe des questions énergétiques, a écrit que l'énergie nucléaire contribue seulement pour 10 % environ à l'ensemble de l'énergie consommée en Suisse.

Comment ai-je réagi – de manière très résumée – à de tels propos ?

- Les dépôts pour le stockage définitif des déchets hautement radioactifs se trouveront à des centaines de mètres de profondeur et devront être effectivement à disposition dans 30 à 40 ans seulement, car il faut d'abord attendre que ces déchets se soient refroidis. Ce qui importe aujourd'hui est de savoir d'ores et déjà que leur réalisation sera possible, preuves à l'appui.

- La puissance installée est quelque chose de totalement différent de la puissance produite. Cela concerne aussi bien l'énergie éolienne que l'énergie nucléaire ou même le tennis. Pour comparer les deux notions, j'utilise d'habitude un exemple plutôt humoristique. En raison de notre constitution naturelle – et de nos âges et morphologies respectifs – Roger Federer a une puissance de tennis «installée» d'environ le double de Rolf Schweiger. Cependant la puissance produite par Federer au tennis est certainement 100 à 1000 supérieure à celle de Schweiger. Federer a donc environ deux Schweiger de tennis installés, mais lorsqu'il joue, il produit sûrement 100 à 1000 «unités Schweiger» en termes d'efficacité.
- Il est correct d'affirmer que l'énergie nucléaire ne représente qu'environ 10 % de la consommation totale d'énergie. Mais là où l'énergie nucléaire est effectivement employée – pour le courant électrique – la part de l'énergie nucléaire est de 50 % en hiver.
- Il est bon et nécessaire de faire des économies d'énergie. Il faut cependant prendre en considération aussi les quantités et les durées effectives en jeu. L'on a écrit dans FACTS, en se basant sur les indications des associations pour l'environnement – qu'en utilisant exclusivement des lampes à faible consommation d'énergie, on économiserait le courant de 70 000 ménages, ce qui paraît un chiffre impressionnant. Comme la Suisse compte 3,5 millions de ménages, 70 000 d'entre eux ne représentent que 2 %. Et les ménages ne forment que 30 % environ de l'ensemble de la consommation électrique. Ainsi les lampes à faible consommation d'énergie permettraient en fait une réduction de seulement 0,6 % de la consommation de courant, soit environ un tiers de l'augmentation annuelle actuelle de la consommation électrique.
- Concernant les bâtiments Minergie: je réponds que ceux-ci ont une influence minime sur la consommation de courant. On doit en plus tenir compte du facteur temps. Environ 40 000 nouveaux appartements sont construits chaque année en Suisse et environ 3000 sont démolis. Même si tous les nouveaux immeubles étaient des bâtiments Minergie, l'énergie économisée ne concernerait toutefois que l'avenir. Au niveau des constructions existantes, environ 40 000 appartements sont rénovés chaque année en Suisse. Mais comme il y a au total 3,5 millions d'appartements dans le pays, si l'on continue à rénover au même rythme, il faudra attendre plus de 80 ans pour que nous n'ayons plus que des habitations optimales sous l'angle de la consommation d'énergie.

Pourquoi vous ai-je donné ces différents exemples, à vous qui êtes tous des spécialistes? En effet, vous pourriez les trouver plutôt banals. C'est pourtant le lot quotidien des politiciens de l'énergie que nous sommes. Les politiques sont confrontés à deux problèmes principaux, à savoir:

1. Une absence de connaissance importante d'une grande partie des citoyens dans leur jugement sur les questions énergétiques et en particulier leurs idées parfois tout à fait irréalistes sur la situation;
et

2. La tendance des politiciens des partis de gauche et verts à exploiter cette ignorance pour inciter ou entretenir un sentiment d'insécurité.

C'est pourquoi j'ai intitulé mon exposé d'aujourd'hui «Complexité de l'avenir de l'électricité». Ce n'est pas l'électricité en tant que telle qui est embrouillée, mais la politique qui s'en occupe. Je ne me suis pas penché sur la question de la politique énergétique en tant que spécialiste, tout simplement parce que je n'en suis pas un, ou seulement de manière très limitée. Ma position est celle d'un politique. Mon rôle est d'exprimer en termes politiques ce que je considère comme juste sur les plans technique et politique. Je suis mal placé pour juger moi-même si je suis apte à le faire. Ce que je peux dire à ce sujet, en toute modestie, est que j'ai les pieds sur terre. Les domaines étendus concernés et ma manière de faire de la politique me font prendre connaissance d'un grand nombre d'opinions, d'idéologies et de sensibilités. Je ne me considère pas comme un élitiste qui se sent bien uniquement dans un milieu restreint. Je ne suis pas un politique à thème unique et je pense que l'on croit que j'adhère vraiment moi-même à ce que je dis. Mon indépendance est reconnue – et cela précisément dans le domaine de la politique énergétique –, une indépendance qui, comme vous êtes nombreux à vous en souvenir, n'a pas toujours fait plaisir aux sociétés de production électrique d'importance nationale, malgré ma position en matière de politique énergétique. (La société nationale pour l'exploitation du réseau électrique vous salue bien!)

Mais pourquoi donc la politique énergétique est-elle si «embrouillée»? La réponse est au fond très simple. L'électricité est un bien économique différent des autres. Sa production et son commerce ne sont pas déterminés uniquement par des considérations, règles et principes économiques. La grande différence tient à ce que de nombreuses décisions qui concernent directement ou indirectement l'électricité sont prises sur la scène politique, que ce soit au niveau fédéral, cantonal ou communal. Toutes ces décisions sont politiques et sont donc influencées par un nombre infini d'intérêts – souvent divergents. La politique électrique se situe quelque part entre la connaissance, la foi et l'espérance; elle est influencée par des idéologies, la rationalité et les émotions; son influence est limitée par la dualité de ses principaux acteurs, à savoir l'Etat d'une part, et l'économie d'autre part. C'est la politique et ses acteurs, autrement dit nous, les politiciens, qui déterminons les décisions prises dans ce champ de tensions. Je vais aborder à présent les problèmes auxquels nous serons confrontés, en les structurant par thèmes:

1. La pénurie d'électricité

- 1.1 Les faits sont clairs. A partir de 2020, les centrales nucléaires devront être fermées et les contrats d'approvisionnement en courant avec la France expireront. A moins de mesures spécifiques, les centrales nucléaires commenceront alors à disparaître. Nous perdrons ainsi environ 50 % du courant qui couvre nos besoins actuels en hiver.
- 1.2 Une partie des opposants à l'énergie nucléaire pensent que l'on pourra trouver des sources d'énergie de remplacement en Suisse même. Je reviendrai à cette question plus tard.

- 1.3 Une autre partie de ces opposants estiment qu'un remplacement de l'énergie nucléaire en Suisse n'est pas nécessaire, car nos moyens économiques et financiers nous permettraient d'importer en tout temps le courant manquant. Cette idée repose sur un principe économique théoriquement correct, à savoir que toute demande peut être satisfaite – pour autant que l'on soit en mesure de fournir la contrepartie exigée. Cette argumentation présuppose cependant que l'électricité est une marchandise économique comme les autres.
- 1.4 A mon avis, cela n'est pas le cas, car le courant électrique doit être acheminé dans des réseaux. L'approvisionnement en électricité serait donc assuré uniquement si l'amenée de courant était effectivement possible et garantie en tout temps. Mais ce n'est pas le cas. Jusqu'à présent, les lignes d'alimentation ont été privilégiées en raison des contrats électriques. Le courant contractuel avait donc la priorité. Le droit de l'UE interdit désormais de tels privilèges. Si un réseau est momentanément surchargé, nous devons attendre. Du fait des liens entre les réseaux nationaux, il est tout à fait envisageable, voire évident, que cette attente puisse être influencée par des impératifs nationaux. Il tombe sous le sens que s'il y a un risque de panne de courant généralisée à Paris, Lyon, Milan, Berlin ou Munich, les instances de ces villes veilleront à ce que leurs réseaux soient mis à disposition en priorité pour leurs villes plutôt que pour la Suisse. Il en va de même pour la livraison de courant en tant que tel. Malgré les contrats, lorsqu'il y a des menaces de pénurie dans un pays, chacun pense et agit en premier lieu pour ses propres intérêts et utilise pour lui-même le courant produit dans son propre pays.
- 1.5 En tant que Zougois, l'on ne me soupçonne guère d'être critique envers l'international – bien au contraire. Toutefois dans le secteur de l'approvisionnement électrique – pour autant que l'on évalue correctement les risques de la dépendance vis-à-vis de l'étranger –, un certain niveau d'autonomie est tout simplement indispensable. Une seule heure de coupure de courant peut coûter des millions à l'économie suisse. Il serait donc irresponsable de compter exclusivement sur l'importation de l'énergie électrique.

2. Energie hydraulique

- 2.1 Les promeneurs qui voient les mouvements de masses d'eau dans nos ruisseaux et rivières lors de randonnées estiment souvent qu'il faudrait utiliser beaucoup plus intensivement l'énergie hydraulique pour la production de courant. Ce faisant, ces personnes ne remarquent guère que le débit d'eau est beaucoup plus faible en hiver qu'en été, puisqu'elles se promènent plutôt pendant la belle saison. Et ce sont les mêmes gens qui exigent d'une part davantage de barrages, mais s'opposent d'autre part à l'augmentation des débits résiduels et à la construction de nouveaux murs de barrages. Cette manière de penser inconséquente de la population est également quelque chose à laquelle nous sommes confrontés quotidiennement en tant que politiques.
- 2.2 Si l'initiative Fischer est acceptée et que les dispositions sur les débits résiduels ne sont pas modifiées rigoureusement, les avantages potentiels de l'énergie hydraulique

que risquent d'être annulés. Et même autrement, l'augmentation de la production de courant provenant de l'énergie hydraulique ne peut guère atteindre plus de 10 % de l'ensemble des besoins en courant.

3. Energie éolienne

Le potentiel de l'énergie éolienne en Suisse est déjà faible pour des raisons de protection du paysage. Pour l'énergie éolienne étrangère, même si sa production devait être possible à l'étranger et était financée par la Suisse, son acheminement ne serait pas assez sûr, à cause du problème des réseaux.

4. Energie géothermique

Une contribution importante des centrales géothermiques est tout à fait possible mais il reste – et peut-être même plus qu'autrefois – de très nombreux doutes en matière de faisabilité. Des décisions sur l'énergie nucléaire devront cependant être prises ces prochaines années. Attendre pour une durée indéterminée ce que l'on soit définitivement fixé sur l'énergie géothermique ne serait pas raisonnable.

5. Centrales à gaz à cycle combiné

Techniquement parlant, une solution possible à la pénurie d'électricité serait le courant provenant de centrales à gaz à cycle combiné, mais cela poserait de gros problèmes au plan politique. A mon avis, il appartient à nos citoyens de décider s'ils veulent opter pour le gaz ou pour l'énergie nucléaire comme source d'énergie de demain en Suisse.

6. Nouvelles énergies renouvelables

Il y a des personnes plus compétentes que moi pour juger du potentiel d'avenir des nouvelles énergies renouvelables. Je considère par exemple comme compétent le DETEC, lequel n'est vraiment pas opposé au principe des énergies renouvelables. Or même le DETEC estime que les énergies renouvelables sont une solution utopique à la pénurie d'électricité. Du point de vue de la politique climatique, il pourrait se révéler préférable d'alimenter les réseaux de gaz par de l'énergie provenant de la biomasse, là où les possibilités topographiques le permettent. Dans ce cas particulier, il convient de réfléchir aussi si, en cas de restrictions budgétaires pour les travaux de rénovation, les fonds à disposition seraient employés plutôt pour des collecteurs solaires que pour un système photovoltaïque. En disant cela, je ne sous-estime pas du tout l'importance des nouvelles énergies renouvelables pour l'avenir, mais il faut toujours garder à l'esprit les réalités concrètes.

Tout ce que j'ai dit jusqu'à maintenant doit être transféré de la politique vers les citoyens. Pour ce faire, il y a bien des écueils à éviter : le manque d'intérêt de la population, qui a bien d'autres soucis que les questions d'énergie; le tir de barrage des opposants politiques, mais surtout la complexité du sujet. Pour surmonter ces obstacles et démêler les problèmes inextricables de l'énergie, il est indispensable:

- a) d'être crédible
- b) de pouvoir expliquer des notions techniques complexes de manière simple et
- c) de pouvoir montrer clairement les relations générales entre l'approvisionnement en énergie, les effets économiques et l'équilibre social qui y est lié.

En Suisse, nous avons un avantage que beaucoup nous envie, à savoir le simple fait que seul les citoyens peuvent finalement se prononcer pour ou contre l'énergie nucléaire. Ce n'est en effet que lorsque la politique est placée devant le verdict du peuple qu'elle se transcende et va au fond des choses. Le monde des médias – trop souvent de manière unilatérale – ne se souvient d'une certaine obligation à l'objectivité et à la pondération que lorsqu'il remarque que les citoyens ne se contentent pas de lire, entendre et voir des platitudes. Lorsque le peuple doit prendre une décision, chacun veut pouvoir décider de manière raisonnable et donc connaître suffisamment la question au préalable. Plus la votation est proche, plus les questions sont critiques et plus la lutte pour des réponses nuancées est intense. Le débat sur l'énergie consiste aujourd'hui encore principalement en des formules toutes faites, en des idées de solutions axées sur des détails, en des exemples ostentatoires et autres procédés similaires. Chacun dans le monde de la politique et des médias ne propose qu'**une seule** solution – la sienne – et la fixation sur un point de vue personnel amène à diaboliser les idées des autres. En bref, la politique et les médias éveillent surtout aujourd'hui les émotions, en appellent aux instincts et manipulent les sentiments.

La population le tolère tant qu'on ne demande pas son avis. Si elle est appelée à se prononcer, son attitude changera brusquement. Alors les gens voudront savoir et non être endoctrinés. Ils voudront connaître les tenants et les aboutissants, et non seulement des éléments fragmentaires. Ils voudront assumer la responsabilité et non seulement être les spectateurs des joutes verbales entre démagogues. En somme, ils voudront des arguments au lieu de slogans, de la raison au lieu d'émotions.

Par conséquent, je suis confiant que le vote pour la première autorisation générale montrera qu'en Suisse, la volonté politique pour la construction de centrales nucléaires est restée vivace, voire renforcée. La majorité se rendra à la raison en reconnaissant que la sécurité de l'approvisionnement et les questions de politique climatique exigent tout simplement une décision en faveur de l'énergie nucléaire. Ce jugement sera aussi motivé par la prise de conscience qu'outre l'énergie hydraulique, seule l'énergie nucléaire est d'un coût avantageux, mais aussi relativement bien calculable à long terme. Ces deux facteurs ont une importance décisive pour les sociétés de production commerciales et industrielles. La place industrielle suisse serait la victime de coûts beaucoup plus élevés pour la production de l'énergie. C'est à ce niveau que l'on trouve une grande partie des emplois peu qualifiés, dont nous avons également besoin en Suisse. Il y va de l'équilibre actuel de l'offre sur le marché du travail.

Pour résumer mon opinion, la Suisse a besoin d'une discussion politique également sur les questions complexes et a déjà prouvé à plusieurs reprises qu'elle possède la bonne vision pour ce faire. J'espère avoir cette vision aussi pour les débats futurs sur l'énergie nucléaire. La votation populaire à ce sujet montrera s'il y a encore une volonté politique en Suisse pour pouvoir construire des centrales électriques de grande puissance. Si le peuple répond par l'affirmative, ce seront des considérations climatiques, d'approvisionnement et de bien-être qui détermineront le type de centrales électriques requis. Je parie sur l'énergie nucléaire.